



PROCEDURE N° 25.14.023

**Fourniture d'un système d'imagerie en champ proche optique pour le
compte du CEMES-CNRS**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°25211 du
11/06/2025**

Le présent marché passé pour la fourniture d'un système d'imagerie en champ optique neuf pour la gamme du visible compatible avec une utilisation dans l'infrarouge pour le compte du CEMES-CNRS (UPR8011) est conclu par :

**Le Centre National de la Recherche Scientifique représenté par
La Personne Responsable des Marchés (PRM)**

CNRS - Délégation Occitanie Ouest

Monsieur le Délégué Régional

16, Avenue Édouard Belin

BP 24367

31055 Toulouse Cedex 4

Tél : 33 (0)5 61 33 60 00

Fax : 33 (0)5 62 17 29 01

N° de TVA intracommunautaire : FR40 180.089.013.00676

Il est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat, et notamment par les dispositions :

- Du Code de la commande publique du 01/04/2019, résultant des dernières modifications ;
- Du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services – CCAG-FCS, disponible à l'adresse :
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> NOR: ECOM2106868A.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français. Les tribunaux français sont seuls compétents.

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ	5
2	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
3	FORME DU MARCHÉ	5
4	VARIANTES A L'INITIATIVE DU SOUSMISSIONNAIRE.....	6
5	VARIANTES A L'INITIATIVE DE L'ACHETEUR.....	6
6	LIEU DE LIVRAISON ET D'INSTALLATION	6
7	PRISE D'EFFET ET DUREE DE VALIDITE DU MARCHÉ.....	6
8	TRANCHE FERME : CLAUSES ADMINISTRATIVES SPECIFIQUES.....	6
8.1.	Objet.....	6
8.2.	Prise d'effet.....	6
8.3.	Délais d'exécution.....	7
8.4.	Montant – forme du prix.....	7
8.5.	Modalités de paiement.....	7
8.5.1.	Versement d'une avance	7
12.2.	Acomptes.....	8
12.3.	Retenue de garantie/cautionnement	8
12.4.	Solde	8
9	TRANCHE OPTIONNELLE N°1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES SPECIFIQUES.....	8
9.1.	Objet	8
9.2.	Prise d'effet – modalités d'affermissement.....	8
9.3.	Délais d'exécution	8
9.4.	Montant – forme du prix.....	9
9.5.	Modalités de paiement.....	9
9.5.1.	Versement d'une avance	9
9.5.2.	Acomptes.....	10
9.5.3.	Retenue de garantie/cautionnement	10
9.5.4.	Solde	10
10	TRANCHE OPTIONNELLE N°2 : CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES.....	10
10.1.	Objet	10
10.2.	Prise d'effet – modalités d'affermissement.....	10
10.3.	Montant – forme du prix.....	10
10.4.	Modalités de paiement.....	11
11	TRANCHE OPTIONNELLE N°3 : CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES.....	11
11.1.	Objet	11
11.2.	Prise d'effet – modalités d'affermissement.....	11
11.3.	Montant – forme du prix.....	11
11.4.	Modalités de paiement.....	11
12	CONTENU DES PRIX.....	12

13	OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	12
14	GARANTIES	12
14.1.	Garanties légales	12
14.2.	Garanties contractuelles	13
15	PENALITES	13
15.1.	Pénalités pour retard d'exécution	13
15.2.	Pénalités pour non-respect d'une obligation contractuelle (autre que délai d'exécution)	14
15.3.	Pénalité pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail	14
15.4.	Pénalités pour non-respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD)	14
16	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	14
13.1.	Unité monétaire	14
13.2.	Facturation électronique	14
13.3.	Présentation des demandes de paiement	15
13.4.	Délai de paiement – intérêts moratoires	16
13.5.	Règlement des prestations	16
13.6.	Comptable assignataire – Cession de créances du marché	16
17	ASSURANCE	16
18	RESILIATION	16
18.1.	Résiliation pour motif d'intérêt général	17
18.2.	Résiliation pour exactitude des documents et renseignements communiqués	17
18.3.	Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire	17
18.4.	Résiliation pour non respect des mesures de sécurité	17
19	SOUS-TRAITANCE	17
19.1.	Généralités	17
19.2.	Déclaration d'un sous-traitant	17
19.3.	Modalités de paiement direct des sous-traitants	18
20	LITIGES RELATIFS AU MARCHÉ	18
21	OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL	18
22	CONFIDENTIALITE	18
23	CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	18
24	CLAUSES PARTICULIERES	19
25	CLAUSES DE SECURITE	19
25.1.	Mesures de sécurité	19
25.2.	Autorisation d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants	19
25.3.	Mesures de portée générale	20
26	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	21

Dans le présent CCAP,

Le CNRS est dénommé « le CNRS » ou « l'acheteur » ou le « bénéficiaire »;


Le prestataire est dénommé « le Titulaire ».

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour la fourniture d'un système d'imagerie en champ optique neuf pour la gamme du visible compatible avec une utilisation dans l'infrarouge pour le compte du CEMES-CNRS (UPR8011), selon les spécifications techniques définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°25212 du 11/06/2025.

Le CNRS-CEMES est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. L'acheteur communiquera au titulaire le nom de la personne chargée du suivi de l'exécution des prestations lors de la notification du marché.

Le codes NACRES (Nomenclature des Achats de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur) pertinent est :

 **OA51** : Composants optiques – laser et matériel de métrologie optique

Le code nomenclature CPV pertinent est :

 **33114000** : Appareils de spectroscopie

2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- 1°) l'acte d'engagement (formulaire ATTRI), et son annexe 1 « 25.14.023_Annexe financière et délais d'exécution (annexe1 à l'ATTRI) » ;
- 2°) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°25211 du 11/06/2025 ;
- 3°) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°25212 du 11/06/2025 ;
- 4°) le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – CCAG-FCS, disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> NOR: ECOM2106868A ;
- 5°) L'offre technique du titulaire composée à minima de l'annexe 2 à l'acte d'engagement complétée « 25.14.023_ Cadre de réponse technique (CRT) (annexe 2 à l'AE)» et de tous les éléments jugés utiles par le titulaire ;
- 6°) le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

Toute clause, portée dans la proposition du titulaire ou documentation quelconque et contraire, modifiant ou réduisant la portée des dispositions des autres pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. **Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.**

Le présent marché exprime l'intégralité du marché passé entre les deux parties.

3 FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché à tranches découpé comme suit :

- **Tranche ferme** : Fourniture d'un système d'imagerie en champ proche optique pour la gamme du visible compatible avec une utilisation dans l'infrarouge.

- **Tranche optionnelle n° 1** : Fourniture, livraison, installation, mise en service d'un système neuf de détection et source laser pour l'infrarouge et sa garantie
- **Tranche optionnelle n°2** : Extension de garantie du système d'imagerie en champ proche optique et du système de détection et source laser pour l'infrarouge d'une durée d'un an
- **Tranche optionnelle n° 3** : Extension de garantie du système d'imagerie en champ proche optique et du système de détection et source laser pour l'infrarouge d'une durée de 2 ans

Le contenu et les spécifications techniques minimales des tranches sont précisés dans le CCTP n°25212.

4 VARIANTES A L'INITIATIVE DU SOUMISSIONNAIRE

Sans objet.

5 VARIANTES A L'INITIATIVE DE L'ACHETEUR

La variante à l'initiative du candidat concerne les équipements fournis dans le cadre de la tranche ferme et tranche optionnelle n° 1.

La variante est autorisée sur les points suivants :

- Le candidat peut fournir un, quelques ou tous les matériels en reconditionné,
- La notion « équipement reconditionné » est entendue comme suit : Un matériel de première ou seconde main appartenant au candidat soumissionnaire et présentant, à minima, l'ensemble des spécificités techniques requises. Le titulaire précise si toute ou partie de l'équipement est d'occasion ou neuf. Pour tous les éléments d'occasion un historique doit être remis. Les matériels reconditionnés sont garantis pendant 12 mois.
- Les fonctionnalités et performances des équipements sont identiques selon l'offre de base ou l'offre variante et sont indiquées dans le CCTP n°25212.

L'ensemble des autres spécifications des documents de la consultation constituent les exigences minimales que la variante doit être respectée.

6 LIEU DE LIVRAISON ET D'INSTALLATION

cf. article 4 du CCTP n°25212.

7 PRISE D'EFFET ET DUREE DE VALIDITE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification au Titulaire. Le marché est conclu pour une durée allant de la notification du marché à la fin de la période de garantie initiale ou étendue (dans le cas d'affermissement de tranche(s)).

8 TRANCHE FERME : CLAUSES ADMINISTRATIVES SPECIFIQUES

8.1. **Objet**

L'objet de la tranche ferme est : Fourniture d'un système d'imagerie en champ optique pour la gamme du visible compatible avec une utilisation dans l'infrarouge.

La tranche ferme comprend : Fourniture, livraison, mise en service, réalisation du protocole de tests, formation à l'utilisation du système d'imagerie en champ optique pour la gamme du visible compatible avec une utilisation dans l'infrarouge et sa garantie de 1 an

8.2. **Prise d'effet**

La notification du marché vaut affermissement et début d'exécution de la tranche ferme.

8.3. Délais d'exécution

Cas n° 1 : Dans le cas où à la notification du marché, seule la tranche ferme est affermie.

Le délai d'exécution contractuel est celui sur lequel s'engage le Titulaire dans l'annexe 1 à l'ATTRI_ Annexe financière et délais d'exécution, à la colonne **Délai A.**

Cas n° 2 : Dans le cas où la tranche ferme et la tranche optionnelle n° 1 sont affermies en même temps lors de la notification du marché

Le délai d'exécution contractuel est celui sur lequel s'engage le Titulaire dans l'annexe 1 à l'ATTRI_ Annexe financière et délais d'exécution, à la colonne **Délai B.**

Dispositions communes :

Le délai maximum souhaité par le CNRS est de 10 Mois.

Le délai d'exécution est suspendu durant le temps nécessaire au pouvoir adjudicateur pour procéder aux opérations de vérification.

En cas de dépassement du délai d'exécution, les pénalités prévues à l'article 15 du présent CCAP s'appliquent.

8.4. Montant – forme du prix

Le montant est global et forfaitaire.

Le montant est exprimé en euro (€), est ferme, franco de port et d'emballage.

Il est défini par le titulaire dans l'annexe 1 à l'ATTRI nommée « 25.14.023_Annexe financière et délais d'exécution (annexe 1 à l'ATTRI).

8.5. Modalités de paiement

8.5.1. Versement d'une avance

Le titulaire dispose de deux options :

1) **Soit en application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS :**

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 5% (10% pour les PME/TPE) du montant TTC de la tranche est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché, sans formalité, si ce montant est supérieur à 50 000 € HT et si la durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois.

2) **Soit par dérogation à l'article B de l'article 11.1 du CCAG-FCS :**

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 35% du montant TTC de la tranche est versée, **sous réserve que le titulaire constitue une garantie à première demande** conformément aux articles L2191-17 et R2191-36, R2191-37 à R2191-41 du Code de la commande publique. L'avance est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la garantie à première demande.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché peut prétendre au versement d'une avance, il est invité à indiquer dans son offre s'il souhaite en bénéficier (en précisant l'option : avance de 5% (ou 10 % si TPE/PME) ou avance de 35% (garantie à première demande) ou s'il y renonce, en complétant la rubrique B4 de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI).

Cette avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance ne donne pas lieu à l'émission d'une facture par le titulaire.

La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci à l'acheteur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter, au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

En application des articles R2191-11 et R2191-12, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre de solde ou d'acompte. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande concerné.

Conformément à l'article R2191-19 du Code de la commande publique, il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant du bon de commande concerné.

Le remboursement de l'avance ne donne pas lieu à déduction sur la (les) facture(s) émises par le titulaire au titre des acomptes et/ou du solde.

12.2. Acomptes

Le présent marché ne prévoit pas le versement d'acompte.

12.3. Retenue de garantie/cautionnement

Sans objet.

12.4. Solde

Le solde est réglé à l'admission définitive des prestations sur production d'un procès-verbal d'admission définitive signé par le Directeur du CEMES ou de son représentant et suite à l'émission d'une facture par le titulaire.

9 TRANCHE OPTIONNELLE N°1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES SPECIFIQUES

9.1. Objet

L'objet de la tranche ferme est : Fourniture, livraison, installation, mise en service d'un système de détection et source laser pour l'infrarouge

La tranche optionnelle n°1 comprend : Fourniture, livraison, mise en service, réalisation du protocole de tests, formation à l'utilisation Fourniture, livraison, installation, mise en service d'un système de détection et source laser pour l'infrarouge et sa garantie de 1 an.

9.2. Prise d'effet – modalités d'affermissement

L'affermissement de la tranche est notifié au titulaire par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur.

La tranche peut être affermie à tout moment pendant la durée de validité du marché.

En cas de non affermissement, aucune indemnité d'attente ou de dédit ne sera versée au titulaire.

La tranche prend effet à compter du lendemain de la notification de la décision d'affermissement par le titulaire.

9.3. Délais d'exécution

Cas n° 1 : Dans le cas où la tranche optionnelle est affermie après la tranche ferme

Le délai d'exécution contractuel est celui sur lequel s'engage le Titulaire dans l'annexe 1 à l'ATTRI_ Annexe financière et délais d'exécution, à la colonne **Délai A.**

Cas n° 2 : Dans le cas où la tranche ferme et la tranche optionnelle n° 1 sont affermies en même temps lors de la notification du marché

Le délai d'exécution contractuel est celui sur lequel s'engage le Titulaire dans l'annexe 1 à l'ATTRI_ Annexe financière et délais d'exécution, à la colonne **Délai B.**

Dispositions communes :

Le délai maximum souhaité par le CNRS est de 10 Mois.

Le délai d'exécution est suspendu durant le temps nécessaire au pouvoir adjudicateur pour procéder aux

opérations de vérification.

En cas de dépassement du délai d'exécution, les pénalités prévues à l'article 15 du présent CCAP s'appliquent.

9.4. Montant – forme du prix

Le montant est global et forfaitaire.

Le montant est exprimé en euro (€), franco de port et d'emballage.

Il est défini par le titulaire dans l'annexe 1 à l'ATTRI nommée « 25.14.023_Annexe financière et délais d'exécution (annexe 1 à l'ATTRI).

Le montant est ferme et actualisable conformément à l'article R2112-12 du code de la commande publique selon la formule :

Formule de révision pour la prestation « Fourniture d'une CIN neuve » :

$$P_1 = P_0 \times [0,10 + 0,90 (0,10 (\frac{\text{Indice } 010764343m}{\text{Indice } 010764343 0}) + 0,90 (\frac{\text{FSD3}m}{\text{FSD3}0}))]$$

P_1 : prix révisé

P_0 : prix initial

I_m : valeur de référence du mois de révision de prix ou, à défaut, dernier indice connu (y compris provisoire)

I_0 : valeur de référence du mois de remise des offres (pour la 1^{ère} révision) ou du mois de la précédente révision

Indice 010764343: Machines et équipements

FSD3 : Frais et services divers – modèle référence n°3

9.5. Modalités de paiement

9.5.1. Versement d'une avance

Le titulaire dispose de deux options :

1) Soit en application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS :

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 5% (10% pour les PME/TPE) du montant TTC de la tranche est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la tranche, sans formalité, si ce montant est supérieur à 50 000 € HT et si la durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois.

2) Soit par dérogation à l'article B de l'article 11.1 du CCAG-FCS :

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 35% du montant TTC de la tranche est versée, **sous réserve que le titulaire constitue une garantie à première demande** conformément aux articles L2191-17 et R2191-36, R2191-37 à R2191-41 du Code de la commande publique. L'avance est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la garantie à première demande.

Dans l'hypothèse où le titulaire peut prétendre au versement d'une avance, il est invité à indiquer dans son offre s'il souhaite en bénéficier (en précisant l'option : avance de 5% (ou 10 % si TPE/PME) ou avance de 35% (garantie à première demande) ou s'il y renonce, en complétant la rubrique B4 de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI).

Cette avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance ne donne pas lieu à l'émission d'une facture par le titulaire.

La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci à l'acheteur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter, au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

En application des articles R2191-11 et R2191-12, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre de solde ou d'acompte. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande concerné.

Conformément à l'article R2191-19 du Code de la commande publique, il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant du bon de commande concerné.

Le remboursement de l'avance ne donne pas lieu à déduction sur la (les) facture(s) émises par le titulaire au titre des acomptes et/ou du solde.

9.5.2. Acomptes

Le présent marché ne prévoit pas le versement d'acompte.

9.5.3. Retenue de garantie/cautionnement

Sans objet.

9.5.4. Solde

Le solde est réglé à l'admission définitive des prestations sur production d'un procès-verbal d'admission définitive signé par le Directeur du CEMES ou de son représentant et suite à l'émission d'une facture par le titulaire.

10 TRANCHE OPTIONNELLE N°2 : CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

10.1. Objet

La tranche optionnelle n°2 a pour objet : Extension de garantie du système d'imagerie en champ optique et du système de détection et source laser pour l'infrarouge d'une durée d'un an.

Les prestations à réaliser sont a minima :

- Les dispositions relatives à la garantie initiale (cf. article 14 du CCAP n°25211)
- Les dispositions relatives au service après-vente (cf. articles 5.6 et 6.6 du CCTP n°25212).

10.2. Prise d'effet – modalités d'affermissement

L'affermissement de la tranche est notifié au titulaire par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur.

La tranche peut être affermée à tout moment pendant la durée de validité du marché.

En cas de non affermissement, aucune indemnité d'attente ou de dédit ne sera versée au titulaire.

La tranche débute au lendemain du dernier jour de la période de garantie initiale de la tranche ferme ou de la tranche optionnelle n° 1 ou au lendemain du dernier jour d'exécution de la tranche optionnelle n°3.

10.3. Montant – forme du prix

Le montant est global et forfaitaire.

Le montant est exprimé en euro (€), franco de port et d'emballage.

Il est défini par le titulaire dans l'annexe 1 à l'ATTRI nommée « 25.14.023_Annexe financière et délais d'exécution (annexe 1 à l'ATTRI).

Le montant est ferme et actualisable conformément à l'article R2112-12 du code de la commande publique selon la formule :

$$P = PO \times I / IO$$

dans laquelle :

P = Prix actualisé

PO = Prix initial

I = dernier indice ICHT-M connu à la date d'actualisation

IO = dernier indice ICHT-M connu à la date limite de remise des offres

10.4. Modalités de paiement

Le paiement est annuel, terme à échoir.

11 TRANCHE OPTIONNELLE N°3 : CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

11.1. Objet

La tranche optionnelle n°2 a pour objet : Extension de garantie du système d'imagerie en champ optique et du système de détection et source laser pour l'infrarouge d'une durée de 2 ans.

Les prestations à réaliser sont a minima :

- Les dispositions relatives à la garantie initiale (cf. article 14 du CCAP n°25211)
- Les dispositions relatives au service après-vente (cf. articles 5.6 et 6.6 du CCTP n°25212).

11.2. Prise d'effet – modalités d'affermissement

L'affermissement de la tranche est notifié au titulaire par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur.

La tranche peut être affermée à tout moment pendant la durée de validité du marché.

En cas de non affermissement, aucune indemnité d'attente ou de dédit ne sera versée au titulaire.

La tranche débute au lendemain du dernier jour de la période de garantie initiale de la tranche ferme ou de la tranche optionnelle n° 1 ou au lendemain du dernier jour d'exécution de la tranche optionnelle n°3.

11.3. Montant – forme du prix

Le montant est global et forfaitaire.

Le montant est exprimé en euro (€), franco de port et d'emballage.

Il est défini par le titulaire dans l'annexe 1 à l'ATTRI nommée « 25.14.023_Annexe financière et délais d'exécution (annexe 1 à l'ATTRI).

Le montant est ferme et actualisable conformément à l'article R2112-12 du code de la commande publique selon la formule :

$$P = PO \times I / IO$$

dans laquelle :

P = Prix actualisé

PO = Prix initial

I = dernier indice ICHT-M connu à la date d'actualisation

IO = dernier indice ICHT-M connu à la date limite de remise des offres

11.4. Modalités de paiement

Le paiement est annuel, terme à échoir.

12 CONTENU DES PRIX

Dispositions communes à toutes les tranches

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sur lesquels s'est engagé le Titulaire sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'application de l'article 18.4 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution de chacun des bons de commande, dans le respect des engagements pris par le titulaire.

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans le marché n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci, en cas de modifications fiscales, sont facturées et réglées aux taux applicables le jour d'exécution de la prestation.

13 OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées dans les conditions prévues dans les documents particuliers du marché conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS. Le déroulement de ces opérations sont précisées aux articles 5.2 et 6.2 du CCTP n°25212.

Les décisions d'admission, d'ajournement ou de rejet sont effectuées par le Directeur du LGC-CNRS ou son représentant.

A l'issue des opérations de vérification, le CNRS prend selon le cas, une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

- L'« admission » (dite également « réception ») est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission
- L'« ajournement » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point,
- La « réfaction » est la décision prise par l'acheteur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état,
- Le « rejet » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état.

En tout état de cause, les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

Suite aux opérations de vérification, si la prestation est non conforme, la prestation est refusée et son remplacement demandé. Dans ce cas, tous les frais occasionnés sont supportés par le Titulaire du marché. Le délai laissé au titulaire pour procéder au remplacement de la prestation est précisé par le CNRS, après consultation du titulaire.

14 GARANTIES

14.1. Garanties légales

Les garanties légales telles que définies aux articles L.1641 et suivants du Code civil (vices cachés), L.1245 et suivants du Code civil (produits défectueux) et L.421-1, L.421-3 et L.421-4 du Code de la consommation

(obligation de sécurité) s'appliquent aux prestations du présent marché.

14.2. Garanties contractuelles

Tous instruments, accessoires inclus, livrés dans le cadre de ce marché sont garantis dans les conditions prévues à cet article.

La garantie couvre le coût des pièces défectueuses sans limite de montant, la main d'œuvre et les frais de déplacement sur site, le conditionnement, l'emballage et le transport du matériel nécessité par une remise en état ou son remplacement.

Aucun frais supplémentaire ne peut être demandé au CNRS.

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS, l'équipement et ses accessoires font l'objet d'une garantie minimale de **1 an**.

Les consommables sont définis comme des composants ayant une durée de vie normale inférieure à 12 mois.

Le titulaire a un devoir de transparence lors de sa réponse sur les composants des équipements qu'il commercialise qui répondent à la définition de « consommables ».

Le contenu de la garantie et les exclusions éventuelles sont clairement précisés dans l'offre du titulaire.

Si le titulaire a proposé dans son offre une garantie plus longue que la garantie minimale et/ou une couverture plus étendue (remplacement des consommables par exemple), les éléments de son offre qui sont plus favorables à l'acheteur que celles qui sont stipulées dans le présent CCAP l'engagent dans le cadre de l'accord-cadre.

La garantie commence à compter de la date d'admission de l'équipement par l'acheteur.

Dans tous les cas d'indisponibilité de l'équipement pendant plus de 20 jours cumulés sur une période de douze mois (hors période de prêt éventuel), la garantie de l'équipement est systématiquement prolongée à titre gratuit d'une durée minimale équivalente à la durée d'indisponibilité.

15 PENALITES

Les pénalités sont applicables et cumulables pendant toute la durée du marché. L'acheteur peut décider de les appliquer dès le 1^{er} euro (€), par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le plafond des pénalités applicables au présent marché ne peut excéder 30% de la tranche considérée, tout jour entamé dû.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire peut, sur décision de l'acheteur, se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, les pénalités ci-dessous.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations à l'acheteur dans un délai de 15 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes pourront être appliquées :

15.1. Pénalités pour retard d'exécution

Si le délai d'exécution est dépassé et, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire peut, sur décision de l'acheteur, se voir appliquer sans mise en demeure préalable, les pénalités journalières calculées par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 300$$

Dans laquelle :

- ➔ P = le montant des pénalités ;
- ➔ V = montant global de la tranche considérée
- ➔ R = le nombre de jours ouvrés de retard sur le délai contractuel

Pour le support technique qui est en heures ouvrées, R = heures ouvrées de retard

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution stipulé dans le présent document est expiré.

15.2. Pénalités pour indisponibilité des pièces détachées

Le titulaire s'engage à remplacer les pièces détachées usagées et à fournir les consommables captifs correspondants pendant une durée minimale de 10 ans à compter de la date d'admission des équipements achetés en application de cet accord-cadre.

Dans le cas contraire, le titulaire peut, sur décision du CNRS, se voir appliquer une pénalité égale à 10% du prix dudit matériel par année de non-respect de cette obligation.

Le calcul de cette pénalité s'effectue au prorata de la durée pendant laquelle cette obligation n'est pas respectée.

15.3. Pénalités pour non-respect d'une obligation contractuelle (autre que délai d'exécution)

En cas de non-respect d'une obligation contractuelle (livraison et prestation incomplète ou non-conforme, en tout ou partie, ...) hors celles liées à un retard d'exécution (application pénalité dans ce cas prévues à l'article 15.1 ci-dessus), le titulaire peut se voir appliquer une pénalité forfaitaire égale à 250 euros par constat, sans mise en demeure préalable.

15.4. Pénalité pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail

En application des dispositions de l'article L. 8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, l'acheteur enjoint aussitôt le titulaire de faire cesser la situation et peut appliquer au titulaire une pénalité de deux mille euros (2 000) euros par jour ouvrable. Le titulaire, ainsi mis en demeure de faire cesser cette situation, doit apporter au CNRS la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

A défaut de correction par le titulaire des irrégularités signalées dans le délai mentionné par le CNRS, la personne responsable de l'marché peut résilier le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

15.5. Pénalités pour non-respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD)

En application de l'article 5.2 du CCAG-FCS, en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données personnelles, l'acheteur peut appliquer au Titulaire une pénalité forfaitaire de deux mille (2000) euros.

16 MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

13.1. Unité monétaire

Le présent marché est conclu en Euro.

13.2. Facturation électronique

Conformément aux articles D2192-1 à R2192-3 du Code de la commande publique relatifs à la facturation électronique, le titulaire doit transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, le CNRS s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest : 16, avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse cedex 4

Le Comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Occitanie Ouest - BP 24367 - 16, Avenue Édouard Belin - 31055 Toulouse cedex 4.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest.

Les informations remplacées par des xxx seront portées à la connaissance du titulaire.

13.3. Présentation des demandes de paiement

Les paiements par virements administratifs seront effectués sur présentation d'une facture visée par le Directeur de l'Unité ou son représentant pour attestation de service fait.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- Le numéro SIRET du CNRS : 180 089 013 03720,
- Le code service de l'entité CNRS facturée : 0267.

L'adresse de facturation est la suivante :

CNRS
CNRS SCTD 0294/ UPR8011
2 rue Jean Zay
TSA 61004
54519 VANDOEUVRE LES NANCY CEDEX France

Les factures doivent comporter les indications prévues par la réglementation et notamment les renseignements suivants :

- la référence de la présente consultation (procédure n°25.14.023)
- le N° du marché en 202XXXX (tel que fournit au titulaire lors de leur notification),
- le nom du projet : Fourniture d'un système d'imagerie et de spectroscopie en champ optique pour le compte du CEMES-CNRS
- l'objet de la tranche
- le numéro du ou des bons de commande (au format suivant 0294L0XXXXX),
- les nom et adresse du destinataire des prestations,
- la date d'exécution,
- la désignation exacte de la prestation livrée,
- le montant hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date d'exigibilité,

- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS : FR40 180 089 013,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire,
- **Les numéros de SIRET du Titulaire et du CNRS (180.089.013.03720)**

13.4. Délai de paiement – intérêts moratoires

Le paiement interviendra, après admission des prestations, dans un délai maximal de 30 jours conformément aux dispositions des articles L 2192-10 et R2191-20 à 22 et R2192-10 du code de la commande publique. Le délai de paiement fixé à 30 jours, se décompte à partir de la date de réception de la facture par le CNRS. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par le CNRS – à défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux jours est prise en compte.

En cas de dépassement du délai de paiement, l'acheteur s'engage à verser au Titulaire des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

13.5. Règlement des prestations

Le paiement est fait en euro par virement bancaire au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son relevé d'identité bancaire (RIB) original, tel que mentionné dans l'acte d'engagement du marché (ATTRI1).

Le Titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son RIB.

13.6. Comptable assignataire – Cession de créances du marché

Le Comptable assignataire est l'Agent Comptable Secondaire du CNRS Délégation Occitanie Ouest - 16, Avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse Cedex 4.

Les cessions de créance doivent être notifiées à l'agent comptable.

La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances est le Délégué Régional du CNRS Occitanie Ouest, 16, Avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse Cedex 4.

17 ASSURANCE

Les dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS s'appliquent.

Le Titulaire du marché doit justifier sur demande de l'acheteur, au moment de la consultation, puis en cours d'exécution du marché, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'acheteur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours francs à compter de la demande de l'acheteur.

18 RESILIATION

Le marché peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 et 39 à 45 du CCAG-FCS.

18.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général du marché par l'acheteur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire égale à 2% du montant de la tranche ferme du marché.

18.2. Résiliation pour exactitude des documents et renseignements communiqués

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.3. Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18.4. Résiliation pour non respect des mesures de sécurité

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité énoncées à l'article 25 du présent marché pourra entraîner la résiliation sans indemnité du marché à ses torts.

19 SOUS-TRAITANCE

19.1. Généralités

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3, le titulaire d'un marché public peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

19.2. Déclaration d'un sous-traitant

Les sous-traitants relevant du champ d'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée par l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, doivent être présentés à l'acheteur pour acceptation, soit lors de la remise des offres soit en cours d'exécution de l'accord-cadre (articles R2193-1 à R2193-3).

La demande portant sur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement est sollicitée conformément

au modèle d'acte spécial de sous-traitance, que le titulaire doit remettre au CNRS contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement seront établis conformément à l'article R2193-4 du Code.

19.3. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse au Bénéficiaire sa facture ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le Titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La somme à régler inclut la TVA.

Le sous-traitant adresse sa facture au titulaire dans les formes prévues aux articles R2193-11 à R2193-12 du code de la commande publique.

Les règles relatives aux intérêts moratoires sont fixées par les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

La liquidation des comptes en cas de résiliation de l'accord-cadre s'applique également aux sous-traitants.

20 LITIGES RELATIFS AU MARCHÉ

Le marché est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français.

Pour tous les litiges à naître du présent marché et de ses suites qui ne pourraient être résolus à l'amiable, attribution expresse de juridiction est donnée au tribunal administratif de Toulouse.

21 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du marché de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations.

22 CONFIDENTIALITE

Tous les renseignements, documents et objets qui seraient communiqués au Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché devront être considérés comme strictement confidentiels au sens de l'article 5 du CCAG-FCS. Il en va de même pour toutes les données auxquelles les personnels du Titulaire pourraient avoir accès.

23 CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société,
- A la forme de la société,
- A la raison sociale de la société ou sa dénomination,
- A son adresse ou à son siège social,
- A son compte bancaire,
- A son capital social,
- Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, l'acheteur ne saurait être tenu responsable des retards de paiement qui pourraient résulter d'un défaut d'information.

24 CLAUSES PARTICULIERES

- ◇ L'exécution du marché est auditable par le CNRS.

Le titulaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution du marché, à répondre à leurs questions et à effectuer les mesures éventuelles nécessaires.

- ◇ Le présent marché ne pourra faire l'objet de cession partielle ou totale par le Titulaire à tout tiers de son choix qu'après accord écrit et préalable du CNRS.

25 Clauses de sécurité

25.1. Mesures de sécurité

En complément de l'article 5.3 du CCAG-FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité particulières s'appliquent, ou concernent des informations considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du marché, le Titulaire, ses personnels et ses éventuels sous-traitants sont tenus de se conformer aux dispositions édictées ci-après et à la réglementation applicable en la matière.

Le Titulaire ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) introduite par les dispositions des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011 et du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (applicable à compter du 1er janvier 2025) prévoit des dispositions de contrôle de l'accès physique ou virtuel aux Zones à Régime Restrictif (ZRR).

À ce titre, le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants peuvent être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque l'exécution des prestations est susceptible de concerner les informations relevant d'une ZRR.

25.2. Autorisation d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès physique ou virtuel à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à remplir un formulaire de renseignements comprenant a minima les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son personnel ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle du personnel visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle du personnel si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des informations ou données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet du marché.

Les informations demandées au Titulaire ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent article, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre du marché.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis par le Titulaire est conservée par le CNRS. Conformément à la réglementation, le refus d'autorisation d'accès n'est pas motivé.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le Titulaire doit alors proposer immédiatement un personnel remplaçant, de niveau et compétences équivalents, qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite au présent article.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le bénéficiaire d'une autorisation d'accès à une ZRR délivrée dans les conditions prévues à l'article R. 413-5-1 du code pénal est tenu d'informer le CNRS de tout changement de situation susceptible d'affecter l'appréciation portée sur son droit d'accès (à compter du 1er janvier 2025).

Précisions relatives aux sous-traitants du Titulaire :

Dès lors que l'exécution des prestations du marché a lieu dans une ZRR, les sous-traitants du Titulaire sont soumis aux dispositions générales relatives à la sous-traitance au sens des articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique et aux mesures de sécurité particulières visées aux articles 1.1 et 1.2 ci-dessus au titre de la PPST (dont la procédure d'agrément préalable).

Les conditions d'agrément des sous-traitants au sens du droit de la commande publique sont celles prévues à l'article 19 du présent CCAP.

Au titre de la PPST, le CNRS se réserve le droit de refuser l'accès physique ou virtuel du sous-traitant du Titulaire à la ZRR sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser après vérification et agrément préalable suivant la procédure prévue à l'article 1.2.

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations prévues à cet article et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles issues de la PPST et de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier, sans indemnité, le marché pour faute du Titulaire et à ses frais et risques.

25.3. Mesures de portée générale

Lorsque la PPST l'exige, le Titulaire du marché et ses personnels doivent se conformer à la procédure interne en vigueur au CNRS, en particulier les dispositions spécifiques applicables aux ZRR détaillées en annexe du règlement intérieur (RI) de l'unité concernée par l'exécution des prestations. Le RI de l'unité est transmis au Titulaire lors de la notification du marché [OU] de l'accord-cadre. En cas de modification du RI, le CNRS notifie la version modifiée au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à transmettre ce RI d'unité à ses éventuels sous-traitants et s'assure du respect de ses

dispositions.

Les personnels du Titulaire ainsi que ses sous-traitants participant à l'exécution des prestations du présent marché ne doivent en aucune façon accéder à des informations classifiées.

Ils doivent se conformer strictement aux règles de protection des données sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du présent marché, ainsi qu'au RI de l'unité, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur au CNRS.

Les personnels du Titulaire et ses sous-traitants ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés et nécessaires pour l'exécution du présent marché.

L'exécution du présent marché peut conduire le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants à avoir connaissance des données sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels et ses sous-traitants à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre du marché en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent contrat.

Le non-respect par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants des prescriptions de sécurité prévues au titre du présent marché peut entraîner la résiliation du contrat pour faute du Titulaire, sans indemnité.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés sont conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation et à l'exécution du présent marché sont restitués au CNRS au terme du contrat, sans délai.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du présent marché.

26 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

En cas de clause non récapitulée dans cette liste indicative, il est fait application prioritairement de la clause contractuelle identifiant la dérogation.

L'article 8.5.1 du présent CCAP déroge à l'article 11.1 du CCAG-FCS.

L'article 9.5.1 du présent CCAP déroge à l'article 11.1 du CCAG-FCS.

L'article 14.2 du présent CCAP déroge à l'article 33.1 du CCAG-FCS.

L'article 15 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 18.1 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.

L'article 25.1 du présent CCAP déroge à l'article 5.3 du CCAG-FCS.